



Les taux d'intérêt sont faibles, faites-en bon usage

2012/32

31 | 07 | 2012



COMMUNAUTE



PROSPERITE



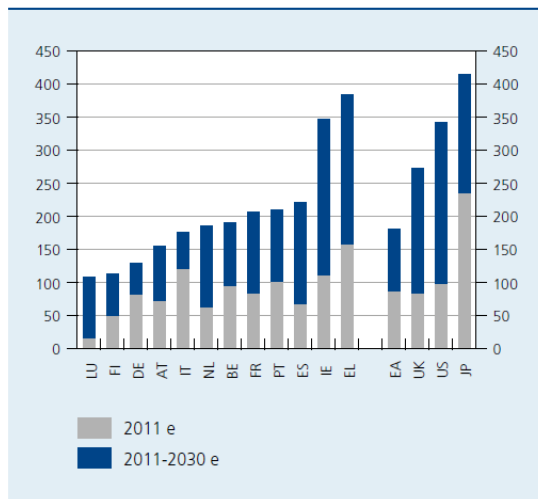
PROTECTION



Ivan Van de Cloot
Chief Economist
Itinera Institute

La faiblesse des taux d'intérêt était une aubaine pour le budget. La question que se posaient dès lors tous les observateurs du budget était de savoir ce que le gouvernement ferait de cette opportunité s'élevant à plus de 400 millions d'euro. Il est clairement apparu pour le profane la semaine dernière que notre pays se rapproche à nouveau dangereusement d'un taux d'endettement officiel de 100% du revenu national. Une option aurait dès lors été d'affecter les bonus à la réduction accélérée de notre déficit, mais elle n'a pas été retenue. Un taux d'endettement élevé signifie que nos enfants et petits-enfants devront payer pour des dépenses qui ont souvent été faites avant leur naissance. Outre ce côté moral direct, une dette publique élevée nous prédispose également davantage à entrer dans la zone de turbulence de la crise de la dette européenne. De nombreux initiés frémissent dès lors à l'idée du degré d'autosatisfaction dans lequel baigne à nouveau une partie de la rue de la Loi aujourd'hui. Comme si l'on avait déjà oublié à quel point nous étions, l'année passée, proches de l'abîme après un abaissement de la note du pays et une spéculation croissante contre notre pays. Les non-initiés ne se méprennent de surcroît pas sur l'épée de Damoclès qui pend au-dessus de nos têtes avec les garanties de Dexia et l'absence de financement des pensions. Ce qui précède implique que la charge de la preuve incombe à ceux qui choisissent malgré tout de dépenser les bonus.

Graphique : Dette publique à politique inchangée (%PIB)



Sources : CE, FMI, BNB.

Le principal argument en faveur de l'affectation des bonus pourrait être que nous sommes en pleine crise, et que ce n'est donc pas le moment de se serrer encore plus la ceinture. Le fait que nous ne parlions pas, en 2012, soit cinq ans après l'éclatement de la crise, de l'objectif d'un équilibre budgétaire, mais que nous nous félicitons d'atteindre un déficit de 2,8% du revenu national, indique que notre pays n'est pas tombé dans le piège d'une austérité dite excessive. C'est ce qui ressort également du déficit structurel qui, corrigé du cycle conjoncturel, s'avère pire que précédemment annoncé.

Ceci implique en outre que nous devons évaluer les mesures budgétaires au niveau de leur capacité à avoir généré un effet de levier pour l'économie. L'abaissement du pré-compte professionnel pour les chercheurs, la simplification administra-

tive, la création de places de stage en entreprise qui ont été décidées aujourd'hui, sont sans aucun doute des initiatives judicieuses.

Le plan Horeca de 39 millions est l'un des fleurons. Un tel plan ne peut être imaginé que par des Belges : l'idée que les cafés et les restaurants aideront l'économie à sortir la tête de l'eau. Trêve de plaisanterie, notre compétitivité ne s'en trouve pas mieux. Après l'abaissement de la TVA pour l'horeca, une évaluation est vraiment nécessaire pour s'assurer que ces mesures de faveur généreront effectivement les résultats promis. Il s'agit là d'un point névralgique très important pour notre pays. Des mesures sont annoncées avec beaucoup de fracas, mais nous devons réellement œuvrer à une culture d'évaluation. Il s'agit somme toute de l'affectation de moyens sociaux. Nous devons dans

ce cas également oser vérifier si ces mesures atteignent l'objectif promis. Non pas pour critiquer telle ou telle mesure a posteriori, mais pour redéfinir la stratégie. Cela ne vaut bien entendu pas seulement pour les nouvelles mesures, toutes les dépenses publiques devraient en fait subir un tel test. Nous demandons beaucoup de sacrifices à la population, et un tel test d'efficacité pourrait en augmenter le degré d'acceptation.

Un tel exercice budgétaire doit toujours supporter la contrainte de la nécessité de trancher rapidement des nœuds gordiens à court terme. Il est dès lors positif d'apprendre que l'on œuvrera à une stratégie de relance plus étendue d'ici la fin de l'année.

La barre doit véritablement être placée haut en ce qui concerne l'élaboration de cette stratégie et ce, pour en revenir aux sources de la croissance économique pour notre pays. Les moyens nécessaires peuvent principalement être générés en osant procéder à de véritables arbitrages. Le leadership politique doit en effet se traduire dans une nouvelle définition des priorités. Il faut partir du principe à cet égard que notre pays a tous les atouts en main pour compter parmi le noyau

dur de l'Europe. Suite aux turbulences dans le sud de l'Europe, nous profitons provisoirement de la fuite des capitaux qui s'y produit, mais il serait très imprudent de penser que ceux-ci sont définitivement acquis. Le discours prononcé à l'occasion du contrôle budgétaire, selon lequel notre pays ne serait plus l'homme malade mais la femme en bonne santé de l'Europe, a suscité beaucoup d'enthousiasme. Mais le message selon lequel il n'y a pas lieu de se laisser aller à l'euphorie qui a été murmuré juste après, mérite peut-être autant d'attention.

Le budget est la conclusion du travail gouvernemental. Les choix sociaux y sont en effet cristallisés en chiffres réels. Il arrive souvent, en ces temps de communication, que l'on se focalise surtout sur les paroles et non sur les actes. Il était étonnant que le comédien flamand Geert Hoste se soit cette semaine aussi mis à plaisanter sur le budget. Il n'a peut-être tout simplement plus de blagues à raconter sur le palais, mais cela peut aussi signifier que l'on prêtera enfin un peu plus d'attention aux finances publiques.

Ivan Van de Cloot
Chief Economist Itinera Institute

Pour une croissance économique et
une protection sociale durables